

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INSTITUT CURIE

26, RUE D'ULM
75005 Paris

Code AIOT : 0007404035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement INSTITUT CURIE implanté 26, RUE D'ULM 75005 Paris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 9 mai 2025, l'Agence régionale de santé a signalé à la Préfecture de police des émissions récurrentes de fumées noires issues de la cheminée du Pavillon Trouillet-Rossignol de l'Institut Curie.

Une inspection a donc été réalisée à la demande de la Préfecture de police pour comprendre l'origine de ces fumées noires. Ces dernières sont provoquées par la mise en route à « froid » des groupes électrogènes et ne dure qu'une vingtaine de secondes d'après l'exploitant. Ces fumées noires seront visibles une fois par mois lors des tests mensuels obligatoires des groupes électrogènes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INSTITUT CURIE

- 26, RUE D'ULM 75005 Paris
- Code AIOT : 0007404035
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'institut Curie est un centre de recherche contre le cancer. La fondation réalise des missions de recherches, de soin et d'enseignement.

Pour la production de froid, une installation classée à la rubrique 2921 et soumise à déclaration au titre de la nomenclature des ICPE est exploitée.

Sont également exploités sur ce site :

- deux groupes électrogènes utilisés en secours de l'alimentation électrique localisés en sous-sol du Pavillon Trouillet-Rossignol une puissance thermique totale de 5332,9 kW. Ces deux groupes électrogènes constituent une installation classée à déclaration au titre de la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des installations pour la protection de l'environnement (ICPE).
- un groupe électrogène utilisé en secours de l'alimentation électrique d'une puissance thermique de 875 kW. Cette installation est non classée au titre des ICPE.
- Les groupes électrogènes sont alimentés par deux cuves d'une capacité unitaire 20 m3. Ce stockage de combustible n'est pas classé au titre des ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Connaissance des produits utilisés – Utilisation du GNR B30	Arrêté Ministériel du 29/03/2018, article 4	Demande d'action corrective	6 mois
4	État des stocks	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I point 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Maintenance des conduits d'évacuation des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I point 6.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I point 1.1.2	Sans objet
2	Engagement à fonctionner moins de 500 heures par an	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I point 1.3	Sans objet
3	Connaissance des produits utilisés – Fiche de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, Annexe I point 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La maîtrise des risques induits par les groupes électrogènes est plutôt satisfaisante. L'exploitant

devra néanmoins améliorer son suivi relatif au combustible utilisé (Fiche de données sécurité, état des stocks formalisé,...). L'exploitant ne devra plus utiliser le combustible GNR B30 pour alimenter ses groupes électrogènes

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I>1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a fait réaliser son contrôle périodique le 11/12/2024 par l'organisme APAVE. Le rapport daté du 08/02/2025 mentionne 6 non-conformités majeures relatives au : <ul style="list-style-type: none">• point 2.10 de l'annexe I : Dimensionnement des rétentions de la cuve de combustible• point 2.13 de l'annexe I : Absence de vannes de coupure rapide au plus près de chaque GE de 1 400 kVA• point 6.2.1 de l'annexe I : Absence de type de combustible utilisé dans la déclaration• point 6.2.5 de l'annexe I : Absence de rapport de mesures des rejets atmosphériques• point 6.2.5 de l'annexe I : Absence de rapport de mesures des rejets atmosphériques• point 6.3 de l'annexe I : Absence de rapport de mesures des rejets atmosphériques• point 7.5 de l'annexe I : Absence d'élément montrant que les BSD présents sont bien ceux de l'installation L'exploitant doit réaliser un contrôle complémentaire d'ici le 08/02/2026 afin d'attester de la levée de l'ensemble des non-conformités majeures relevées dans le contrôle périodique du 11/12/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser un contrôle complémentaire d'ici le 08/02/2026
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Engagement à fonctionner moins de 500 heures par an

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Fonctionnement de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] - l'engagement de l'exploitant à faire fonctionner son ou ses appareils de combustion moins de 500 heures par an,
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'installation fonctionnait en moyenne 20 h par an mais que l'attestation marquant l'engagement de l'exploitant à faire fonctionner ses appareils de combustion moins de 500 heures par an n'est pas présente dans le dossier ICPE. L'exploitant a transmis le 22/05/2025 l'attestation signée par le président du Directoire de l'Institut curie le 22/05/2025 certifiant que l'ensemble des groupes électrogènes fonctionne moins de 500 heures par an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Connaissance des produits utilisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I>3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.
Constats : L'exploitant utilise du Gazole non routier de qualité supérieure. Le jour de l'inspection, Il ne disposait pas de la fiche de données de sécurité de ce combustible. L'exploitant a transmis le 22/05/2025 la fiche de données de sécurité. Le Combustible utilisé est le GNR B30. Cependant l'article 4 de l'arrêté du 29 mars 2018 relatif aux caractéristiques du gazole non routier dénommé GNR B30 interdit l'utilisation de ce combustible dans les groupes électrogènes de secours. L'utilisation de GNR B30 est donc interdite pour les groupes électrogènes exploités par l'Institut Curie. Il conviendra d'utiliser un combustible différent du GNR B30 et évacuer le combustible GNR B30 encore présent dans les cuves vers une filière de traitement appropriée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Utiliser un combustible différent du GNR B30 Évacuer le combustible vers une filière de traitement appropriée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Etat des stock

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des quantités de combustible présent
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant ne détient pas de document précisant la nature et la quantité des combustibles stockés et consommés. Néanmoins il dispose d'un appareil qui indique en temps réel le niveau de combustible dans les 2 cuves de 20 m ³ . L'exploitant peut facilement faire un état des stocks «journalier » du combustible présent sur l'installation. De plus, la société de maintenance indique dans ses fiches de suivi la consommation de carburant à chaque démarrage des groupes électrogènes comme l'indiquent les fiches datées des 11/03/2025 et 16/04/2025. L'exploitant peut donc faire la synthèse de l'ensemble des fiches du mainteneur. Le jour de l'inspection il y avait 7,273 m3 dans la cuve n°1 et 9,649 m3 dans la cuve n°2. L'exploitant dispose des éléments nécessaires pour mettre en place l'état des stocks régulier du combustible présent sur site et un suivi de la consommation de combustible. Une copie de l'état des stocks devra être disponible au PC sécurité pour les services de secours en cas d'incendie sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place l'état des stocks du combustible et un suivi de la consommation du combustible
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Maintenance des conduits d'évacuation des fumées

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 03/08/2018, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Prescription contrôlée : Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.
Constats : L'exploitant assure le suivi du bon fonctionnement de ses groupes électrogènes. Lors de chaque intervention (test mensuel), le mainteneur de l'installation vérifie le bon fonctionnement de l'installation. Néanmoins, d'après le responsable de l'installation la cheminée n'a jamais été ramonée et aucune procédure n'encadre l'entretien des conduits d'évacuation des gaz de combustion. Ce constat constitue une non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place un entretien des conduits d'évacuation des gaz de combustion
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois